

**Inauguration de l'Agence
de gestion et recouvrement des avoirs saisis et confisqués**

Mardi 18 octobre 2011

Monsieur le Procureur Général, président du Conseil d'administration, Jean-Marie Huet

Madame la directrice générale, Elisabeth Pelsez,
Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi d'avoir pu enfin venir à votre rencontre, et vous prie dès à présent de bien vouloir excuser l'absence de Madame le ministre du Budget, retenue par les travaux du projet de loi de finances, et avec qui nous avons naturellement souhaité procéder à l'inauguration de votre agence, placée sous la tutelle de nos deux ministères,

Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est aujourd'hui donnée pour saluer le travail remarquable effectué par l'ensemble des personnels l'Agence pour la gestion et le recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC). Je veux remercier Monsieur le président, et Madame la directrice générale pour l'impulsion qu'ils ont su donner à l'Agence dans ses premiers mois de fonctionnement. Grâce à l'implication de tous, l'Agence a pu mener avec succès les missions qui lui ont été confiées par la loi.

Il y a plus d'un an, la loi du 9 juillet 2010 est venue moderniser le cadre juridique de la saisie et de la confiscation en matière pénale, tout en l'accompagnant d'une nouvelle structure indispensable à une véritable gestion des biens saisis ou confisqués. Il ne pouvait en effet être envisagé de renforcer les possibilités de saisies patrimoniales, dès le stade de l'enquête ou de l'instruction, sans décharger les magistrats instructeurs et du parquet, mais aussi les Directeurs de greffe, de la gestion de scellés complexes.

Nous disposons avec l'AGRASC d'un outil efficace pour faire face à la réalité du phénomène criminel et répondre aux besoins des professionnels.

1. Cette agence facilite ainsi le travail des magistrats et des greffes, qui ne disposaient ni du temps, ni des moyens nécessaires pour organiser la gestion de biens souvent complexes (tels les immeubles, les biens incorporels, les instruments financiers par exemple). La gestion et la valorisation de ces biens exigent, en effet, une expertise que l'Agence, par les compétences qu'elle réunit, peut garantir. En cela, l'AGRASC était également un besoin pour l'Etat, soucieux de recouvrer rapidement les sommes confisquées, et de vendre avec célérité les biens, afin d'éviter les frais d'immobilisation.

A l'heure de la réforme du cadre de la saisie-confiscation d'avoirs criminels, l'Agence fournit également aux juridictions toute l'aide et l'assistance nécessaires à la mise en œuvre de ces règles particulièrement techniques.

Enfin, parce que la lutte contre l'économie souterraine dépasse très souvent nos frontières, il était fondamental que l'Agence puisse s'investir dans la coopération judiciaire internationale, cette intervention permet désormais de décharger les magistrats instructeur et du parquet de la gestion, de la vente ou de la destruction des biens saisis à la demande d'une autorité judiciaire étrangère.

En facilitant le travail des acteurs de la chaîne pénale, en offrant un relais à l'action des enquêteurs et des magistrats, la création de l'Agence a donc permis de donner toute sa portée à l'action de la justice en matière de saisie et confiscation d'avoirs criminels.

2. En quelques mois de fonctionnement, les résultats sont déjà tangibles : les 8115 biens actuellement gérés par l'AGRASC représentent 134 millions d'euros. Ces chiffres illustrent une activité conséquente, qui ne cesse d'ailleurs de croître grâce aux efforts et à l'engagement de chacune et chacun d'entre vous. Depuis février 2011, l'AGRASC s'est vu, par exemple, confier la gestion de 163 immeubles saisis ou confisqués ; elle pu reverser à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie, au titre du fonds de concours stupéfiants, près de 560 000 euros ; et procéder à des restitutions à hauteur de 1.8 millions d'euros.

Avec l'AGRASC, la France a su se doter d'un modèle innovant, qui doit son efficacité aussi à sa capacité d'autofinancement. En plus du financement de l'Etat, vos moyens résultent aussi d'une part du produit de la vente des biens confisqués et du produit du placement des sommes saisies versées sur votre compte à la Caisse des dépôts. Il est bien sûr essentiel de garantir les moyens humains et financiers qui assurent la montée en puissance de l'activité de l'Agence. Le renforcement de l'agence comptable de l'AGRASC est à l'étude notamment pour améliorer la tenue de votre compte unique ouvert à la Caisse des dépôts et consignations et répondre à la charge de travail liée à la gestion au coup par coup des oppositions des créanciers publics lors des restitutions de sommes et de biens.

Par ailleurs, une disposition introduite dans le projet de loi relatif à la répartition des contentieux, dont la dernière lecture au Sénat aura lieu cet après-midi, permettra de déposer les fonds saisis en numéraire dans n'importe quelle agence bancaire, afin de permettre une inscription immédiate des sommes saisies au crédit du compte de l'agence.

D'autres pistes d'évolutions peuvent être imaginées pour renforcer encore l'action de l'Agence : si l'agence coopère déjà avec les services des douanes, de la police, de la gendarmerie, des services fiscaux, sociaux, et des domaines, il est encore possible d'améliorer les circuits de ventes mobilières ou immobilières en développant des partenariats avec des interlocuteurs privilégiés, tels que les notaires ou les commissaires-priseurs.

En quelques mois de fonctionnement, l'Agence a prouvé toute l'utilité et l'efficacité de son action. Peut ainsi être développée une vraie politique pénale tournée vers l'appréhension des produits de la délinquance et de la criminalité, afin que cesse cette impunité qui permettait à certains délinquants, après quelques temps passés en prison, de pouvoir profiter des fruits de leurs activités criminelles.

Nul doute que le prochain renforcement des moyens de l'Agence, que m'a confirmé Madame le ministre du budget, par le versement d'un complément de subvention de 500 000 euros, vous permette de contribuer encore plus avant à la lutte contre l'économie souterraine, et à intensifier votre action pour l'indemnisation des parties

civiles.

Enfin, je serai très attentif aux préconisations visant à l'amélioration du droit et des pratiques en matière de saisie et de confiscation que formulera l'agence et son conseil d'administration dans le cadre de son rapport annuel, comme la loi l'y invite.

Je vous remercie.